



La lettre de l'Afrique

www.lalettredelafrique.fr

N° 31 Mars 2012

La lettre de l'Afrique est une publication mensuelle d'actualité

Sommaire

Sénégal
Macky Sall
Président

Entretien avec
Louis Dominici
Ancien ambassadeur
de France

L'Afrique
dans les documents
de campagne du
candidat Hollande

Télégrammes
Livres

LES CAHIERS DE
L'AFRIQUE

UPM

LES
INTERROGATIONS
AFRICAINES

Revue trimestrielle d'étude
et de réflexion sur le monde
africain
www.lescahiersdelafrique.fr



Sud libyen et nord du Tchad

Des conflits armés éclatent et se développent dans le sud libyen où des tribus Toubou viennent d'être attaquées à l'arme lourde. Les informations sur la dimension et la gravité des faits restent incertaines. Le Conseil National de Transition à Tripoli s'est borné à annoncer l'envoi d'une commission d'enquête.

Ce qui est sûr, c'est que l'on assiste à l'une des nombreuses évolutions conflictuelles qui traversent la nouvelle Libye et que le nouveau pouvoir à Tripoli va se trouver devant une alternative dramatique : soit laisser faire, soit intervenir militairement avec le risque d'entrer dans un cycle de violence incontrôlable.

Ce qui est sûr aussi, c'est que les tribus Toubou couvrent un vaste espace que les frontières ne divisent qu'artificiallement entre le sud libyen et le nord du Tchad. Ce n'est pas sans raison que le Chef de l'État tchadien Idriss Deby avait désapprouvé l'intervention militaire occidentale en Libye, en évoquant les risques de la méthode non seulement pour la Libye et les Libyens, mais pour les pays voisins à commencer par le Tchad.

É
D
I
T
O

Rébellions et coups d'État

Les militaires qui ont pris le pouvoir à Bamako autour du Capitaine Sanogo, ont manifestement du mal à décrypter l'opinion des gouvernements de l'occident et des pays africains qui les entourent.

Il pensaient, en déclarant vouloir faire face aux rébellions du nord, se placer dans la ligne desdits gouvernements. Ils apprennent que leur initiative n'est pas admise.

Il pensaient, sans doute, que le pays étant en danger,

ils ne faisaient, en déposant le Président Amadou Toumani Touré, après tout qu'imiter celui-ci, qui, alors officier général, avait en mars 1991 renversé le Président Moussa Traoré. Ils apprennent qu'il y a coups d'État et coups d'État.

Les appels au retour à l'ordre constitutionnel ont émané d'abord des capitales occidentales, puis de l'Union africaine et de la CDEAO, les unes et les autres cherchant le relais du Conseil de Sécurité. À l'intérieur, la plupart des partis politiques, encouragés par les réactions internationales, donnent de la voix.

La confusion de la situation est à l'image de la confusion des idées, à l'intérieur comme à l'extérieur.

Rien n'assure que le peuple malien y trouvera son compte.

GUINÉE ÉQUATORIALE

La justice française lance un mandat d'arrêt international pour « blanchiment » contre le

fil du Chef de l'État de Guinée Équatoriale. Les conséquences diplomatiques ne vont pas tarder.

SÉNÉGAL : Macky Sall Président

Macky Sall a été élu au deuxième tour de l'élection présidentielle avec une très large avance. Les opérations de vote se sont déroulées dans le calme. Le transfert effectif du pouvoir est en cours et se réalise normalement.

Une large et incontestable victoire

Macky Sall, 50 ans, ancien Premier Ministre, l'a emporté sur Abdoulaye Wade en recueillant le 25 mars 65,8 % des suffrages exprimés contre 34,2 % au Président sortant.

Ce dernier a reconnu ce résultat le soir même, en félicitant son rival par téléphone et en faisant connaître publiquement sa démarche.

Contrairement à la période précédente le premier tour, la campagne du second tour s'est déroulée dans le calme. Il en a été de même pour les opérations de vote du 25 mars. Le Chef de la mission d'observation de l'Union africaine, Olusegun Obasanjo, a salué la « maturité » du peuple sénégalais lors du second tour de l'élection présidentielle, affirmant qu'il n'était « pas du tout surpris » par « le déroulement calme et apaisé » des opérations de vote.

Le chef de la mission d'observation de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), Koffi Sama, a déclaré, lundi à Dakar, que ses collaborateurs et lui-même n'ont noté « aucune entrave ni incident majeurs »



susceptibles d'entacher la régularité du scrutin.

La Haute Représentante de l'Union européenne s'est réjouie du bon déroulement du second tour où elle a vu « une grande victoire pour la démocratie au Sénégal et en Afrique ». De son côté, le Président Obama a félicité Macky Sall et rendu hommage au Président sortant. Le Président Sarkozy a fait de même.

(suite page 2)

SÉNÉGAL : Macky Sall Président (suite)

Une nouvelle période pour le Sénégal

L'élection de Macky Sall ouvre une nouvelle période.

L'homme appartient certes depuis longtemps à la vie politique sénégalaise et il ne faut évidemment pas oublier qu'il a été il y a quelques années le Premier Ministre d'Abdoulaye Wade. Mais il incarne bien le changement. Il a déclaré ainsi vouloir se démarquer des méthodes de gouvernement du Président Wade, en prônant un jeu plus large et plus équilibré des institutions politiques (présidence de la république, primature, ministères, parlement, collectivités locales). Il entend aussi relancer avec une énergie nouvelle le développement de l'économie et de l'emploi, dans un pays où le chômage, particulièrement celui des jeunes, est devenu dramatique (40 %).

Sur le plan politique intérieur, il a obtenu autour de

sa candidature le plus large rassemblement des mouvements d'opposition au Président sortant. Il part donc avec une base particulièrement forte, dont il devra évidemment tenir compte aussi bien dans la répartition des charges politiques et publiques que dans l'organisation des priorités économiques, culturelles et sociales.

Sur le plan extérieur, le Sénégal a de bons rapports avec ses voisins et joue un rôle estimé en Afrique comme dans la Communauté internationale. Les frictions apparues avec le Département d'État américain et avec le Quai d'Orsay au moment de la confirmation de la candidature du Président Wade, ne sont plus d'actualité à partir du moment où celui-ci n'est plus Chef d'État. Macky Sall engage sa relation extérieure avec un préjugé favorable.

Les Sénégalais attendent beaucoup

Les Sénégalais attendent beaucoup du nouveau Président, aussi bien sur la manière de conduire le pays que, et plus encore, sur le développement économique et la création d'emplois, ainsi que pour la marche des services publics qui s'étaient beaucoup dégradés.

Après les festivités de la victoire électorale et quelques mois d'état de grâce, le pouvoir et le peuple devront revenir aux réalités. Les ressources propres du Sénégal ne lui permettant pas, malgré la qualité de son capital humain, de réaliser seul une accélération majeure du développement, les contributions financières extérieures seront déterminantes.

Il s'agit d'une part de ce que pourront et voudront faire pour ce pays de 13 millions d'habitants, les institutions internationales comme la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire Internatio-



nal, l'Union européenne, la Banque Africaine de Développement et les grands partenaires bilatéraux, à commencer par la France, les États-Unis, la Chine, l'Inde et le Japon.

Mais la rapidité et la diffusion dans le pays, de la relance économique et de la création d'emplois, reposent d'abord sur la réactivité immédiate des entreprises privées. Celle-ci dépendra largement de l'affirmation d'un climat de confiance entre le pouvoir et les investisseurs, ainsi que probablement de la mise en place de facilités fiscales et douanières adaptées à la problématique actuelle.



3 questions à

Louis Dominici

Louis Dominici a longtemps servi en Afrique, au Cameroun, en Sierra Leone et au Gabon. Il a en outre travaillé régulièrement avec des Africains, soit depuis Paris aux Affaires étrangères, soit en poste à l'étranger et notamment à Rome en tant qu'ambassadeur auprès de l'OAA/FAO et auprès du Programme Alimentaire Mondial des Nations Unies (PAM) dont il a présidé le Conseil d'administration en 1997/1998.

La lettre de l'Afrique : Vous avez constaté avec regret, il y a deux mois, dans les colonnes de La Lettre de l'Afrique, que les candidats à l'élection présidentielle française évoquaient peu les relations avec l'Afrique. Observez-vous une évolution aujourd'hui ?

Louis Dominici :

Non. L'Afrique n'occupe toujours que très peu de place dans les documents diffusés par les candidats de tout bord et dans leurs déclarations. De plus, les quelques lignes ou paroles qu'ils y consacrent n'ont, pour principal objet, que de critiquer ou dénoncer rituellement l'esprit des relations passées. Qu'il s'agisse là d'une réponse facile aux sollicitations orientées des média du microcosme parisien, ou qu'il s'agisse d'un oubli des candidats ou de leurs entourages immédiats de la va-

leur humaine de l'histoire franco africaine depuis les indépendances, le fait est là.

LLA : N'est-ce pas aussi la conséquence du fait que les candidats accordent peu de place dans cette campagne à la politique étrangère ?

L. Dominici :

Dans une certaine mesure oui ! Mais même si, ici et là, on a décidé, certes sans se concerter mais comme d'un commun accord dans la pensée unique, de passer à côté de beaucoup de réalités internationales, comment peut-on occulter, avec le Maghreb, les enjeux méditerranéens alors qu'ils sont vitaux pour la France ?

Et comment peut-on accepter que la même pensée unique relègue à distance la francophonie qui nous est consubstantielle, et avec elle les peuples magnifiques de l'Afrique

francophone au sud du Sahara et de l'Océan indien ?

LLA : Peut-on quand même espérer qu'après l'élection et pour l'avenir, une vraie relance de la relation entre la France et l'Afrique ?

L. Dominici :

On peut certes l'espérer. Mais ça ne viendra pas tout seul. Il faudra vouloir et militer. La chance est qu'il y a en France de nombreux courants qui portent naturellement vers l'Afrique, vers la rive sud de la Méditerranée d'abord, vers les pays francophones et de l'Océan indien ensuite. La chance est que dans tous ces pays on regarde positivement vers la France, où d'ailleurs la présence de communautés africaines importantes contribue à maintenir et renforcer les liens.

L'Afrique dans les documents de campagne du candidat Hollande

L'Afrique est peu citée expressément dans les propositions personnelles du candidat François Hollande. Elle est certes concernée par les orientations générales qu'il entend donner à la relation extérieure de la France. Mais n'est-on pas maintenant en droit d'attendre davantage ?

Les textes

L'élection présidentielle étant « la rencontre d'un homme et d'un peuple », c'est bien dans les propositions formulées par le candidat en vue de cette élection, qu'il faut rechercher le sens de l'action à venir en Afrique et la place qu'elle occupera par rapport à l'ensemble de la politique étrangère.

En ce qui concerne François Hollande, on dispose pour ce travail de deux documents spécialement établis pour la campagne : un ouvrage intitulé « changer de destin » (février 2012) ; un fascicule intitulé « le changement c'est maintenant, mes 60 engagements pour la France ».

Dans le premier document qui compte au total 160 pages, la part de l'Afrique est limitée. Le continent est d'abord évoqué dans le cadre de la politique méditerranéenne : « la France est aussi la Méditerranée, la mer qui réunit les civilisations... » « l'appui de la France ne fera pas défaut aux démocrates de Tunisie, de Libye et d'Égypte... ». Vient ensuite un paragraphe d'un tiers de page spécialement consacré à l'Afrique dans son ensemble. « Notre République mènera également, c'est son honneur comme son intérêt, une nouvelle politique à l'égard de l'Afrique. Ce continent est en passe de jouer un rôle décisif. La France répudiera sans regret les miasmes de ce qu'on appelle la Françafrique, qui n'est que l'autre nom de l'humiliation des africains, de la prévarication et de la corruption politique. Elle jouera la carte du codéveloppement, comme le commandent avec autant de force le cœur et la raison. Il n'est d'autre solution, à long terme, pour résoudre d'un seul mouvement nos problèmes d'immigration et le rééquilibrage de notre commerce extérieur ».

Dans le deuxième document « mes 60 engagements pour la France », l'Afrique est directement concernée par l'engagement



n°58 : « Je développerai la relation de la France avec les pays de la rive sud de la Méditerranée sur la base d'un projet économique, démocratique et culturel. Je romprai avec la « Françafrique », en proposant une relation fondée sur l'égalité, la confiance et la solidarité. Je relancerai la francophonie ».

Le contexte

S'il est vrai que ces documents de campagne concernent l'ensemble des sujets que le candidat entend aborder devant les Français et qu'il n'est pas possible de détailler les questions, il n'en reste pas moins que la place relative laissée à l'Afrique est très limitée.

On peut cependant aussi considérer que certaines orientations générales de la politique du candidat auront des conséquences concrètes pour l'Afrique : il s'agit notamment de l'attachement affirmé à l'écologie planétaire, et à la réforme de l'Organisation Mondiale du Commerce pour des relations commerciales plus justes, ainsi qu'à la relance de la francophonie.

On peut même enfin, en élargissant le champ, considérer que les réflexions des entourages et notamment du Parti Socialiste sur l'Afrique, donnent des indications sur les idées et les forces qui accompagnent le candidat. Mais l'argument se retourne, lorsqu'on constate les limites de ces travaux ou du moins de ce qui en transparaît pour le public.

Des attentes

Ceux qui en France s'intéressent à l'Afrique, et ils sont plus nombreux qu'on le croit, dans les milieux universitaires comme dans les milieux d'affaires et plus largement dans certaines régions traditionnellement tournées vers le Sud, attendent davantage du candidat socialiste, dans l'expression de sa différence par rapport à d'autres candidats. Et plus encore dans l'expression de sa volonté de rapprochement avec l'Afrique, comme dans l'indication des moyens d'y parvenir.

La même attente existe, exprimée ou pas selon les cas, au Maghreb et dans les pays africains francophones : au-delà de nos déclarations politiques sur et pour la démocratie, on y espère un vrai renouveau de la coopération pour le développement, une relance massive des échanges culturels, et dans le même esprit, une approche plus vivante, plus réaliste et tout simplement plus humaine de la circulation des personnes.

D'une manière plus générale, pour les Français amis de l'Afrique et pour les Africains amis de la France, le temps est venu, plutôt que de dénoncer rituellement un passé déformé, d'inventer un avenir fraternel.





L'Afrique et le défi de la seconde indépendance

de Jean-Claude Djéréduc. Préface du professeur Séry Bailly.

Editions L'Harmattan - Côte d'Ivoire.

Actualité sociale et politique Afrique noire

Dix-sept pays d'Afrique francophone ont célébré en 2010 le cinquantenaire de leur "indépendance".

Cinquantenaire globalement jugé négatif, parce que la majeure partie des Africains

manque d'eau potable, d'électricité, de routes praticables, d'écoles, de dispensaires, d'assurance-maladie, etc. Que s'est-il passé pour aboutir à un tel résultat ? Qu'est-ce qui a empêché ces pays de "décoller" ?

ISBN : 978-2-296-96939-1 • avril 2012 • 166 pages

L'État fédéral d'Afrique noire : la seule issue

de Théophile Obenga

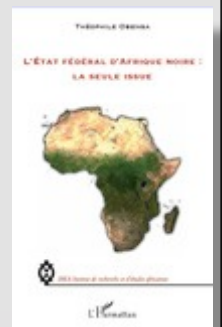
IREA (Institut de recherche et d'études africaines)

Actualité sociale et politique Afrique noire
La dynamique de la renaissance africain-

ne a pour finalité politique l'État fédéral africain, qui est véritablement, pour les générations africaines actuelles et futures, la seule issue.

Ce texte présente ce que pourrait être la puissance de l'État fédéral africain à l'échelle continentale, dans l'urgence du monde contemporain.

ISBN : 978-2-296-96149-4 • mars 2012 • 74 pages



TÉLÉGRAMMES TÉLÉGRAMMES TÉLÉGRAMMES

Gabon

• 28 février 2012 : Large remaniement du gouvernement. Raymond Ndong Sima, originaire du Woleu-Ntem (nord ouest), devient Premier Ministre.

Côte d'Ivoire

• 12 mars 2012 : Guillaume Soro, 39 ans, ayant démissionné de la Primature, est élu à la quasi unanimité Président de l'Assemblée Nationale. Il devient ainsi le deuxième personnage de l'État, avec vocation à assurer l'intérim du Président de la République en cas d'empêchement ou de décès de celui-ci.

• 13 mars 2012 : Jeannot Ahoussou-Kouadio, 61 ans, membre du PDCI et proche de Konan Bedie, est nommé Premier Ministre, en remplacement de Guillaume Soro.

Niger-France

• 11-17 mars 2012 : Visite en France de six jours du Président de la République du Niger Mohamadou Issoufou, qui a assisté au sixième Forum mondial de l'eau à Marseille.

RDC

• 14 mars 2012 : La Cour Pénale internationale de La Haye déclare le congolais Thomas Lubanga coupable de crime de guerre, pour avoir engagé des enfants dans sa milice lors du conflit en Ituri en 2002 et 2003. La peine sera prononcée courant avril.

L'Afrique du Sud et les BRICS

• 28-29 mars 2012 : L'Afrique du Sud participe à New Delhi au Sommet des « BRICS » (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), qui débattera de grands sujets économiques, financiers et sociaux dans le monde.



La 27ème conférence régionale de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) pour l'Afrique, se tiendra du 23 au 27 avril prochain à Brazzaville, Congo

Elle sera l'occasion d'un grand rassemblement de responsables politiques, de représentants des milieux économiques et de la société civile, sur un sujet vital pour l'Afrique et pour le Monde.



Le club du faubourg

Ce club de réflexion et d'initiative dans le domaine international accompagne la lettre de l'Afrique dans sa volonté de contribuer aux échanges et à la solidarité entre la France, l'Europe et l'Afrique.